

Etude sur la participation des habitants dans les Centres Sociaux de l'Aude

Eléments de Synthèse

Rappel de la démarche

Suite aux nouvelles instructions de la Caisse Nationale des Allocations Familiales, la Caf de l'Aude a souhaité dès 2013, approfondir et promouvoir le thème de la participation des habitants dans les centres sociaux de l'Aude et a proposé un partenariat spécifique sur cette question à la Fédération des Centres Sociaux du Languedoc Roussillon.

Une proposition de mission a été élaborée, validée puis mise en œuvre à la fin de l'année 2013.

La démarche s'est articulée en deux temps distincts :

- Une première phase de réalisation d'un état des lieux à travers un questionnaire élaboré collectivement, ainsi que l'animation des questionnaires dans les Centres.
- Une deuxième phase de restitution mettant en évidence ce qui fonctionne ou pas dans les Centres Sociaux autour de la participation des habitants ainsi que des pistes et perspectives à co-élaborer à l'appui de ce document de synthèse des questionnaires, présenté lors d'une journée de travail.

Eléments d'analyse globale

L'ensemble des douze Centres Sociaux que compte le département de l'Aude a participé à la démarche. L'analyse produite est une synthèse des questionnaires renseignés par les acteurs interviewés sur les territoires. Il s'agit de regards croisés sur la place donnée aux habitants au sein des structures investies dans cette étude. La mise en forme de ces éléments a pour vocation **de partager une réflexion commune** sur les freins et leviers à la participation et **d'identifier et valider des modèles d'organisation, de postures et de méthodes de travail** permettant de la favoriser.

Le Calendrier et la participation aux questionnaires

Trois types de questionnaires ont été co-élaborés à l'occasion d'une journée de Travail avec la CAF de l'Aude et les directeurs des Centres Sociaux. A la demande des directeurs, nous avons dissocié les questionnaires par mode de gestion et retenu trois typologies différentes de publics :

- **Salarié** : Personne salariée du Centre, tout type de contrat en privilégiant les permanents investis dans le Centre, il a été convenu que toute l'équipe renseignerait le questionnaire
- **Habitant** : personne identifiée sur le territoire, éloignée du Centre au sens de non-adhérent et ne participant pas à la vie ni aux activités du Centre.
- **Adhérent/Acteur** : Personne investie dans le Centre, adhérent, membre actif, participant aux activités et à la vie du Centre (Bénévole, élu)

De ce fait, les questionnaires tiennent compte des spécificités de chaque mode de gestion et même si certaines réponses peuvent se recouper, il n'est pas question de faire une analyse qui mettrait en concurrence les modes de gestion, mais d'alimenter une analyse commune sur ce qui fonctionne ou non dans les Centres, en repérant les freins et leviers qui peuvent relever d'éléments de contexte spécifiques aux modes de gestion.

Les questionnaires ont été transmis par voie de messagerie à la mi-novembre 2013 ; l'enjeu résidait dans l'administration des questionnaires via une plateforme de gestion centralisée sur internet. Chaque équipe de Centre Social avait la charge d'administrer et de renseigner les questionnaires en ligne.

Une proposition d'administration participative : Il a été proposé que les équipes des Centres s'impliquent dans l'étude en repérant les moments les plus opportuns pour renseigner les questionnaires ainsi que les publics à interviewer. Il a été compliqué pour certains de tenir les délais proposés en particulier parce que la saisie des questionnaires en ligne a été prise en charge par les équipes de salariés, ce qui, avec les interviews à organiser, a représenté un surcroît de travail relativement conséquent, à inclure dans une période chargée en bilans divers et en comptes-rendus d'activités. Ce qui explique que les questionnaires ont été renseignés de mi-novembre à mi-mars 2014

Profil des participants

157 personnes ont répondu aux questionnaires, réparties de la manière suivante :

- Salariés 37%
- Habitants 32%
- Adhérents 31%

Concernant le mode de gestion nous avons une participation de :

- Gestion municipale 64%
- Gestion associative 36%

Concernant le territoire d'implantation du Centre Social :

	Habitant	Salarié	Adhérent Acteur	Total
Rural	50 %	45%	54,5%	49,8%
Urbain	50%	55%	45,5%	50,2%
	100%	100%	100%	100%

Tableau Territoire d'implantation

Sachant que sur le département de l'Aude, quatre associations ont répondu à la démarche (soit 6 agréments Centre Social) et deux collectivités (soit 6 agréments Centre Social)

Les résultats de l'étude proposent un échantillon intéressant et relativement homogène de participants par typologie de publics, même s'il y a une participation plus importante des Centres Sociaux en gestion municipale du fait en particulier d'une dynamique fortement mobilisatrice avec les Centres Sociaux de Carcassonne (5 équipements)

Il est intéressant de noter qu'une large majorité des personnes interviewées (tout type de profil confondu) habite le quartier/territoire/village, travaille au sein du Centre Social ou est investi au Centre Social depuis plus de 5 ans (Cf tableau ci-dessous).

De ce fait nous pouvons supposer que nous avons un profil de répondants :

- plutôt au fait de l'organisation du quartier/territoire/village pour ce qui concerne les questionnaires habitants

- en maîtrise de ses missions et de l'organisation du Centre Social pour ce qui concerne les salariés
- au courant du fonctionnement du Centre Social pour ce qui concerne les adhérents acteurs

	Habitant Sur le quartier dans le village	Salarié Au Centre Social	Adhérent Acteur Au Centre Social	Total
Depuis moins d'un an	6,5 %	12,5%	22,5%	13,8%
De 1 à 3 ans	18,5%	18%	23%	19,8%
De 3 à 5 ans	10,5%	15%	26%	17,2%
Plus de 5 ans	64,5%	54,5%	28,5%	49,2%
	100%	100%	100%	100%

Tableau ancienneté sur le territoire/ dans le Centre

Le suivi de la démarche

Il y a eu beaucoup de sollicitations téléphoniques et par voie de messagerie, pour expliquer l'utilisation de l'outil informatique, donner des précisions sur les enjeux de l'étude, échanger sur l'organisation de la démarche dans le Centre social et définir le rôle de chacun, rappeler et négocier les délais,...

Plusieurs rencontres intermédiaires (5) se sont organisées, pour expliquer le déroulé et les attendus aux membres de équipes qui étaient pressentis pour s'investir dans la démarche, rencontrer des groupes de bénévoles, rappeler les objectifs de la démarche.

Le suivi a pu se faire également par l'intermédiaire de l'outil informatique mis en œuvre, mais ce dans une certaine limite du fait de notre choix d'anonymiser les questionnaires, il s'est agit surtout de relancer, à l'aveugle, l'ensemble de Centres Sociaux sur le nombre de questionnaires renseignés par catégorie.

Il nous semble important de recueillir les avis respectifs des Centres sur la démarche et les contraintes de l'administration des questionnaires à l'occasion de la journée d'échanges et d'évaluation

Les réponses par catégorie de questions

1 - En quoi la participation des habitants est importante ?

(Question renseignée par les salariés uniquement)

Pour une grande majorité de salariés la participation des habitants est la raison d'être des Centres Sociaux, cela peut-être formulé différemment mais un grand nombre de salariés évoquent que c'est un pilier essentiel sans lequel les activités n'ont aucun intérêt, que le Centre ne peut pas fonctionner sans. A noter également qu'il revient à plusieurs reprises dans ces questionnaires la référence faite à la CAF et à la bonne connaissance en général des missions du Centre Social et de la circulaire CNAF de Juin 2012 relative à l'animation de la vie sociale.

Au-delà du caractère institutionnel, la participation des habitants est vécue comme un **élément moteur incontournable pour le quartier, le territoire.**

C'est un outil majeur permettant la réalisation de projets qui concernent les habitants sur leur territoire. Le Centre Social est pertinent dans la programmation des activités car il connaît, grâce aux habitants qui participent, les besoins du territoire et peut ainsi adapter ses actions aux attentes et besoins des habitants.

La participation des habitants est perçue de ce fait comme un élément constitutif de l'identité du territoire car chaque territoire est unique, chaque groupe d'habitants a ses besoins propres et les expriment au sein du CS qui a ses propres actions.

Par ailleurs on identifie chez les salariés une conscience très forte du caractère incontournable et des effets positifs de la participation des habitants, sur les habitants eux-mêmes mais également sur le Centre Social, sa reconnaissance et son évolution.

Ainsi on peut dégager trois vecteurs/éléments clés de la participation des habitants sur un territoire, en effet la participation des habitants semble :

- **Légitimer le Centre Social dans son action**, auprès des partenaires (dont CAF) et des habitants sur le territoire dans la réalisation des projets
- **Valoriser les habitants**, leurs compétences, leurs savoir-faire et savoir-être, leur mobilisation, leur expertise dans les projets sur le territoire d'intervention du CS. Les habitants ne sont pas de simples « consommateurs » d'activités, mais acteurs de la mise en place d'actions et activités répondant à leurs besoins.
- **Dynamiser le territoire**, par la mise en place d'actions favorisant « le vivre ensemble », la participation des habitants vécue comme un moteur pour le quartier.

De ce fait **la participation des habitants est un facteur déterminant de l'identité du Centre Social qui s'inscrit dans une dynamique, dans un cercle vertueux** : des besoins, des habitants, des équipes, animés par une méthodologie spécifique et des projets.

2 - Participez-vous ?

Aux Assemblées Générales/bilans d'activités, instances de consultation ?
(Question posée aux Salariés et Adhérent-Acteur)

Ne participent pas aux instances de consultation

	Salariés	Adhérents-Acteurs	Moyenne
Municipal	54%	73%	63%
Associatif	20%	58%	39%
Moyenne	37%	65%	

Pourquoi ?

	Municipal		Associatif	
	Salariés	Adhérents Acteurs	Salariés	Adhérents Acteurs
Pas invité, informé	47,6 %	47,9%		27%
Pas disponible	4,7 %	13%		19%
Pas intéressé		17,4%		
Pas ma place	14,3%	8,7%	60%	27%
Autres (Non, Pas organisé, trop jeune, ...)	33,4 %	13%	40%	27%
	100%	100%	100%	100%

On remarque une forte proportion de personnes qu'elles soient salariées ou adhérentes qui ne participent pas en CS municipal (moyenne de 63%). Il est intéressant de noter qu'il semble exister un **manque de communication et d'information** assez marqué en mode de gestion municipale, sachant que les instances de type AG sont moins formelles car non obligatoires. On peut considérer que ces espaces ne rythment pas la vie du CS municipal à la différence du CS associatif dont le calendrier est fortement marqué par ce rendez-vous incontournable annuel.

Pour le mode de gestion associatif on peut retenir qu'une forte proportion de salariés estime que ce n'est pas leur place et que ces espaces sont plutôt **réservés aux adhérents**.

Pour les personnes qui participent à ces instances, la question de la communication revient encore lorsqu'il s'agit de répondre à la question de la compréhension des enjeux du Centre Social. Il y a pour cet item beaucoup de réponses qui mettent en avant le **caractère trop compliqué et donc jugé inaccessible des enjeux politiques et stratégiques du CS**.

Ce qui explique pour les adhérents que la parole n'est pas toujours facile à prendre, dans ces instances, soit pour des raisons d'incompréhension soit parce que le temps est très « cadré » au sens d'un déroulement statutaire (pour les CS associatifs notamment)

Aux instances de concertation/réflexion, sur projets activités ?
(Question posée aux Salariés et Adhérent-Acteur)

Ne participent pas aux instances de concertation

	Salarié	Adhérent-Acteur	Moyenne
Municipal	28%	52%	40%
Associatif	16%	48%	42%
Moyenne	22%	50%	

Pourquoi ?

	Municipal		Associatif	
	Salariés	Adhérents Acteurs	Salariés	Adhérents Acteurs
Manque de temps et disponibilité	37 %	24%		57%
Pas concerné (attributions)	27 %	16%	50%	
En cours	18%		25%	14%
Pas informé		53%		
Autres (Non, trop récent dans le CS, pas de besoin ...)	18 %	7%	25%	29%
	100%	100%	100%	100%

Il est intéressant de relever que la non participation aux instances de concertation est nettement plus faible que celle qui concerne les instances de consultation de type AG. Il est évident pour les salariés que ces espaces les concernent, qu'ils y ont leur place en particulier parce qu'ils sont souvent en charge de l'animation de ces espaces.

La baisse est sensible également chez les Adhérents/acteurs même si la moitié ne participe pas à ces espaces de rencontres et d'échanges.

Il est intéressant de relever également que la question du manque de temps et de la disponibilité des personnes interrogées apparaît comme un facteur déterminant de cette absence de participation aux instances de consultation. La question soulevée ici est double, elle renvoie d'une part à **l'organisation familiale**, de nombreux adhérents expliquant que la priorité est donnée à la famille, au travail mais elle renvoie également à la question de **l'organisation du CS et à sa capacité à s'adapter aux rythmes des familles**, certains exprimant que c'est trop compliqué de se libérer le soir pour d'autres il s'agit des temps en journée. Il y aurait un intérêt à questionner plus précisément dans chaque centre social, les adhérents sur leurs disponibilités.

Il persiste là encore la question du manque d'informations en particulier dans les structures en gestion municipale.

A noter que pour certains salariés interrogés la question de leur profil est évoquée ; la consultation ne faisant pas partie de leurs attributions.

3 - Les freins à la participation

(Question renseignée par tous)

Le dépouillement des questionnaires a très clairement permis d'identifier 6 items représentant des freins à la participation des habitants dans les Centres Sociaux. Il s'agit de :

- La communication
- Les actions/instances pas adaptées
- La connotation péjorative du CS
- Le mode de vie communautaire
- Le contexte politique
- La mobilité
- Le manque d'intérêt/disponibilité

Dans le tableau ci-dessous, on peut remarquer que tous les items ne sont pas renseignés, il a été retenu ceux qui présentaient un intérêt par le nombre de réponse obtenus par type de questionnaire. Ainsi **la communication, les actions pas adaptées, le manque d'intérêt et la connotation péjorative du Centre social** sont à prendre en compte en priorité dans l'analyse, parce que représentatifs de l'ensemble des publics ciblés.

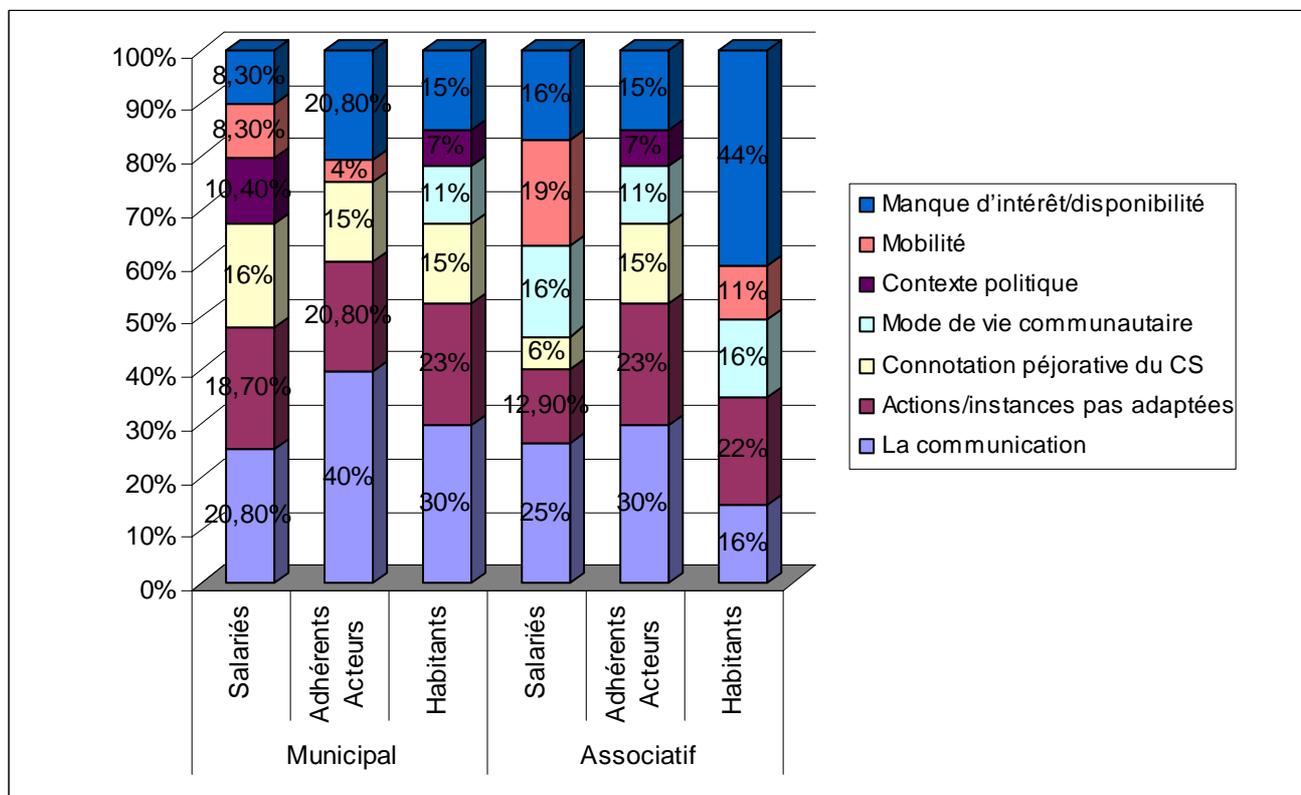
Par ailleurs certains items relèvent de la responsabilité directe du Centre (Communication, Actions/instances pas adaptées) et même si les avis doivent être pondérés car difficilement évaluable, ils révèlent des pistes à creuser sur lesquelles le Centre a complètement la main car en responsabilité directe.

On s'attachera cependant également à éclairer les éléments de synthèse par les items peut-être moins représentatifs d'un ensemble mais intéressants à observer, il s'agit des items concernant **la mobilité, le mode de vie communautaire et le contexte politique**.

On peut déjà noter que ces trois éléments constituent des freins sur lesquels le Centre peut agir mais avec une influence indirecte car ils représentent des problématiques de publics et/ou éléments de contexte périphériques au Centre Social qui sont constitutifs de son environnement de travail. S'il peut et doit agir sur et avec ces éléments, leur évolution n'est évaluable que sur le moyen et long terme. Par ailleurs certains éléments sont plutôt subis et échappent au contrôle et à la responsabilité des Centres (Contexte politique, mode de vie communautaire, disponibilité des publics).

	Municipal			Associatif		
	Salariés	Adhérents Acteurs	Habitants	Salariés	Adhérents Acteurs	Habitants
La communication	20,8 %	40%	30%	25 %	30%	16%
Actions/instances pas adaptées	18,7 %	20,8%	23%	12,9%	23%	22%
Connotation péjorative du CS	16 %	15%	15%	6 %	15%	
Mode de vie communautaire			11%	16%	11%	16%
Contexte politique	10,4 %		7%		7%	
Mobilité	8,3 %	4%		19%		11%
Manque d'intérêt/disponibilité	8,3 %	20,8%	15%	16 %	15%	44%

Tableau synthèse des freins à la participation



Graphique Freins à la participation

- **La communication (27 % de réponse en moyenne)**

La communication¹ est un des freins les plus cités dans l'ensemble des questionnaires, il s'agit de la question de la communication du Centre Social **tant auprès de ses adhérents que des habitants et partenaires du territoire**. Il ressort des questionnaires comme un flou, un manque de lisibilité en particulier sur ce qu'est un Centre Social, à quoi sert-il, ses missions, ses valeurs, comment fonctionne-t-il et associe-t-il les habitants. Ce manque d'informations et de communication est plus marqué du point de vue des adhérents et des habitants que des salariés, beaucoup exprimant que ce **manque de lisibilité dessert le Centre Social, dessert son image, la reconnaissance de son utilité sociale, mais également la programmation des activités**.

Les supports sont également remis en question (plaquettes d'infos, panneaux d'affichage, programmes), jugés peu explicites sur les contenus et les missions mais également sur le fonctionnement (horaires d'ouverture, organisation, tarifs,...).

Ce frein constitue un élément important des avis partagés par les personnes interviewées dans la mesure où les items suivants sont pour beaucoup conditionnés par la question de la communication.

Le « Je ne sais pas comment fonctionne le Centre Social et d'ailleurs à quoi sert-il ? » conditionne les avis sur :

- Ce que fait le Centre n'est pas adapté... à mes attentes, mes besoins, ceux du quartier/territoire

¹ La communication au sens d'un ensemble de supports et d'outils visant à diffuser une information

- Les connotations péjoratives et ce que le mot Social renvoie aux populations
- Le manque d'intérêt et de motivation à s'investir

Cette question de la communication comme un frein à la participation des habitants est intéressante à soulever car elle concerne directement le Centre Social, son équipe, son action. C'est bien le Centre qui a la responsabilité de ses objectifs et ambitions de communication.

- **Les actions/instances pas adaptés (20%)**

Cet item concerne de nombreux avis sur la question de la prise en charge des publics, beaucoup de réponses portent en effet sur le fait que le CS ne propose des actions que pour tel ou tel public et pas celui concerné par la personne interviewée. La **question des tranches d'âge** revient en majorité dans cet item, il est estimé que le Centre en fait trop ou uniquement pour les jeunes, les enfants, sachant que les questions relatives à la communauté sont traitées à part.

Il est également question de **l'organisation des jours et créneaux horaires** du Centre, pas adaptés aux disponibilités des interviewés ou de leurs familles.

Il est fait mention également que **les locaux** peuvent ne pas être adaptés (local d'animation, de permanence) on parle alors de problèmes de disponibilité, d'exiguïté, de convivialité, de propreté des locaux.

Pour ce qui concerne les instances, elles sont perçues comme un frein car :

- **pas suffisamment ouvertes à la population** (on ne m'y invite pas)
- **incompréhension sur le fonctionnement**
- **horaires pas adaptés**
- **toujours les mêmes** (la question du renouvellement)

NB : Nous avons proposé de répondre à cette question des instances à plusieurs reprises. Elle a donc été posée à l'ensemble des personnes ayant renseigné les questionnaires. De ce fait nous traitons plus en détail les éléments de cet item dans un chapitre suivant.

- **Manque d'intérêt / disponibilité (19,8%)**

Pour cet item, les réponses concernant le manque d'intérêt se sont ajoutées à celles relatives à la motivation et dénotent avant tout un **manque d'information sur le fonctionnement et la programmation du Centre** (voir item Communication) ainsi qu'une représentation sur le fait que le Centre ne concerne pas la personne interviewée ou sa famille.

Certaines réponses ont mis en avant le **caractère individualiste de notre société, le manque de fraternité, l'isolement des personnes**, mêlant ainsi des questions de société à celles de l'accessibilité du Centre au plus grand nombre.

Par ailleurs concernant la disponibilité, les personnes interviewées ont assez régulièrement mis en avant le fait que la priorité était le travail, la vie de famille et qu'elles ne trouvaient pas le temps pour s'investir au Centre.

- **La connotation péjorative du Centre social (13,4%)**

« C'est quoi le Centre Social, c'est comme le CCAS ? »

Cet item renvoie surtout au choix du mot Social dans Centre Social qui semble desservir l'image du Centre. Il est de ce fait considéré comme réservé soit à un type de public (en difficulté, ou une communauté) soit à des actions/activités spécifiques destinées à venir en aide aux bénéficiaires.

Le mot Social peut inquiéter, faire peur et peut être vécu du coup comme excluant tous ceux qui ne rentreraient pas dans ces pré-requis de difficultés ou de populations.

Cet item renvoie à la question de la communication et renforce la nécessité d'informer la population sur les rôles et missions du Centre Social et donc de repenser les stratégies de Communication.

- **Le mode de vie communautaire (13,5%)**

Il s'agit d'un item qui met en avant le travail spécifique mené par certains Centres pour des communautés, dont l'essentiel du travail repose sur une aide à des populations ciblées.

Ce peut être également des ressentis et représentations sur certains quartiers de prise en charge exclusives de telle ou telle communauté par le Centre Social. De ce fait il y a des avis formulés sur cet item qui sont à mettre en lien avec une méconnaissance de l'action du Centre et le manque d'intérêt.

- **La mobilité (10,5%)**

Beaucoup de réponses émanent des questionnaires associatifs qui représentent une majorité de Centres Sociaux ruraux confrontés à cette problématique de la mobilité. Il est question ici de la proximité des actions développées par le Centre sur le Territoire ou le quartier qui peut être un frein lorsque les distances obligent à des déplacements toujours contraignants.

La question traverse toutes les tranches d'âge avec quelques avis marqués sur les publics âgés dont la perte de mobilité est un frein à leur participation mais entraîne beaucoup d'isolement.

Eléments de conclusion sur les freins relevés

- Même si des thématiques semblent prioritaires, les items se tiennent et forment un tout cohérent.
- Il est intéressant de retenir que certains freins relèvent de l'activité du Centre, de ce qu'il génère et produit, ce qui peut induire une capacité à agir directement sur ces freins. D'autres relevant du contexte et de l'environnement du Centre et dont la responsabilité lui échappe et l'influence dans une moindre mesure.
- La communication se révèle comme un frein essentiel à la participation des habitants et entraîne un processus de rejet, de repli, d'inertie voire de peur chez l'habitant ou le groupe d'habitants.

Les instances et projets qui favorisent la PH et comment/en quoi ?

(Question renseignée par Salarié et Adhérent/acteur)

Pour cette question, il y a eu énormément de réponses nommant des actions et activités spécifiques de chaque centre social, réponses intéressantes quand on possède la connaissance précise de chaque projet ou événement mais inexploitable en l'état.

On peut noter également l'existence de lieux et d'instances² qui sont repérés comme favorisant la participation des habitants.

Il semble que **l'alternance entre des temps formels et informels** favorise la participation du plus grand nombre, le temps informel comme un premier sas dans le processus de mobilisation de l'habitant puis les espaces formels qui contribuent à une participation plus durable de chacun.

Par ailleurs, ce qu'il ressort régulièrement dans les réponses ce sont des instances ou actions :

- Où **l'usager est acteur** du projet
- Les **actions collectives familles**
- Les actions qui sollicitent les **compétences des familles** (connaissances, expériences, savoir-faire, cultures)
- **Les moments conviviaux**
- Les **moments informels** où l'on s'implique selon son envie, ou chacun peut trouver sa place
- Les actions où chacun peut **s'investir pour aider l'autre, soutenir**
- Les actions qui favorisent **l'inter** : « culturel », « générationnel », « associatif », « quartier », « communal »
- Les actions **régulières et diversifiées**.
- Les instances où l'habitant peut :
 - être écouté,
 - exprimer ses besoins ses attentes,
 - donner son avis,
 - décider,
 - faire des choix,
 - mettre en commun ses idées
- Les instances et actions qui :
 - favorisent la libre expression, la prise d'initiative des habitants
 - Où il n'y a pas de barrière entre technicien et citoyen
 - Adaptent les contenus pour les rendre accessibles, audibles, compréhensibles
 - Permettent aux habitants de décider, faire des choix pour eux, leur territoire
 - Proposent des temps en grands groupes et en sous-groupes ou chacun peut trouver sa place et s'exprimer

En quoi ces instances favorisent-elles la PH ?

Il y a une conscience des salariés que ce sont les actions qui vont favoriser **l'implication réelle des habitants** qui donneront l'envie aux habitants de s'impliquer, de se mobiliser. L'implication

² Commissions Thématiques, comités divers (pilotage, de maison, ...), réunions, permanences, points multi-services, réseaux, espaces, forums, rencontres,...

est considérée comme réelle lorsque les **habitants vont « avoir la main » pour organiser vraiment l'activité, l'action ou l'évènement et ce du début à la fin**³ .

Par ailleurs il semble que **plus l'habitant est associé tôt dans la mise en œuvre plus il sera impliqué dans le projet**. Car de ce fait l'habitant pourra trouver sa place dans le groupe. Cette question de la place est récurrente dans les réponses des salariés, si l'habitant ne la trouve pas en s'impliquant tôt dans le projet, il faut que la méthode d'animation la favorise, que l'animateur soit vigilant à la lui donner, à la faire émerger du groupe.

Et il semble qu'un élément important de la participation des habitants réside dans le fait de ne pas cantonner les habitants dans le soutien/avis/décision concernant la logistique uniquement, mais **en donnant la possibilité à chacun de pouvoir s'investir également dans l'animation, de l'évènement, du projet, de l'action ou de l'instance**, afin qu'il puisse être reconnu et valorisé (Savoir-faire, connaissances, compétences et expertise⁴).

En créant les conditions de la libre expression, la participation des Habitants dans le Centre Social permet également de favoriser et valoriser **leurs potentiels créatifs en inventant eux-mêmes les réponses à leurs besoins**.

On peut ainsi distinguer trois espaces sur le territoire qui vont permettre à l'habitant de se mobiliser et participer à la vie du Centre

- **Les Ateliers de Vie Quotidienne** pour faire connaissance, partager, exprimer ses besoins, être en relation
- **Les instances** pour décider, se confronter au collectif, aux contraintes, faire des choix, être entendu
- **Les évènements et animations** pour organiser, faire réseau, animer, développer des liens avec d'autres (équipes, associations,...), être reconnu (valorisation des compétences et savoir faire,..)

Il y a globalement beaucoup de remarques qui tendent à proposer que les espaces et le temps soient revisités du point de vue de ce que l'on propose aux habitants pour qu'ils participent. Il s'agit de la question des conditions d'accueil, des méthodes d'animation et des contenus des séances.

Comment amener un groupe à trouver sa place dans une instance, dans un projet au sein d'une activité, comment identifier un parcours d'habitant au sein de l'équipement afin qu'il soit reconnu, qu'il comprenne le fonctionnement de la structure et qu'il puisse gagner en autonomie pour ensuite s'émanciper ?

Un des enjeux réside à la fois dans l'analyse régulière et objective de ce que produit l'organisation du Centre Social en tenant compte de chaque individu qui forme le groupe d'habitants, mais également dans la capacité de l'animateur (qu'il soit salarié ou bénévole) à adapter ses formes d'accompagnement et méthodes d'animations.

³ On retrouve ici ; Réfléchir, faire des choix, décider, organiser, coordonner, animer

⁴ Au sens où les équipes expriment que les habitants sont experts de leurs vécus, problématiques, besoins, qu'ils ont une connaissance précise du quartier, du territoire

Bibliographie et ressources autour du « pouvoir d'agir des habitants »

« Être réaliste, quelle utopie ! Il faut être ouvert à l'incertain, l'inattendu. Il faut être sensible au faible, à l'événement qui nous surprend ; il faut être prêt à repenser sans arrêt l'état du monde. »
Edgar Morin

Livres / articles : Les indispensables

- **Etre radical – Manuel pragmatique pour radicaux réalistes**
Réédition du Manuel de l'animateur social, une action directe non violente.
Saul ALINSKY – *édition Aden*
- **L'approche centrée sur le développement du pouvoir d'agir : une alternative crédible ?** Interview de Yann Lebossé
- **Sortir de l'impuissance**, Invitation à soutenir le développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités. Tome 1 : fondements et cadres conceptuels
Yann Lebossé – *Editions ARDIS*
- **Le développement du pouvoir d'agir personnel et collectif**
Yann le Bossé – *Conférence à Montpellier. Novembre 2008*
- **De la dictature à la démocratie, un cadre conceptuel pour la libération.**
Gene SHARP, *Université Pierre-Mendès-France, Grenoble 2*
- **Pédagogie de l'autonomie. Savoirs nécessaires à la pratique éducative.**
Paulo FREIRE – *Connaissance de la diversité*
- **Interventions sociales et empowerment**
Bernard VALLERIE – *L'Harmattan*
- **Les Centres Sociaux, entre participation et cohésion sociale**
Régis Cortesero – *Etude n°160 – CNAF – Février 2013*
- **Présentation d'Ekta Parishad et de Rajagopal. Lettre du Pas de Côté**
Décembre 2008 / janvier 2009
- **Pédagogie du développement social – faire cause commune**
Jean-Luc Graven, Anne-Catherine Berne et Pascaline Nové-Josserand
édition Chronique Sociale – octobre 2008
- **Construire des actions collectives - Développer les solidarités -**
4e édition – Bernard Dumas, Michel Segulier – 2004 – *Edition Chronique Sociale*
- **L'empowerment, une pratique émancipatrice**
Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener
édition La Découverte / Politique et sociétés – janvier 2013

Aller plus loin, se former :

- **Formation 6 jours des animateurs sociaux :**
Faire émerger et animer des actions collectives à visée émancipatrice.

FRCSLR (Fédération Régionale des Centres Sociaux du Languedoc Roussillon)

Courriel : federation.csx.lr@wanadoo.fr / Tél : 04 66 70 24 53

Site internet : <http://www.centressociaux-lr.org>

- **Susciter la participation – Provoquer du pouvoir d’agir**

La coopérative d’éducation populaire le vent debout à Toulouse. Elle est en lien avec la Scop le Pavé et Franck Lepage, la Scop l’orage

Coopérative du vent debout

Courriel : voir contact sur le site / Tél : 05 31 15 09 91

Site internet : <http://www.vent-debout.org>

Scop l’orage

Courriel : contact@scoplorage.org / Tél. : 09 51 87 50 35

Site internet : <http://scoplorage.org>

Scop le Pavé

Courriel : contact@scoplepave.org / Tél : 02.99.45.73.48

Site internet : <http://www.scoplepave.org>

- **Promouvoir la régulation non-violente des conflits**, par l’Institut de Recherche et de Formation du Mouvement pour une Alternative Non violente (IFMAN)

IFMAN Sud-Ouest

Courriel : ifman.so@wanadoo.fr / Tél 05 65 44 54 68

IFMAN Rhône-Loire

Courriel : ifman.rl@wanadoo.fr / Tél. 09 71 33 35 48

Site internet : <http://www.ifman.fr>

- Collectif du pouvoir d’agir

Site internet : <http://pouvoirdagir.fr>

- **AequitaZ**, association qui propose de nombreuses ressources
(Accompagnements, formations, outils et récits en ligne)

Jérôme Bar

Courriel : jerome.bar@aequitaz.org / Tél. 06 61 88 20 76

Manu Bodinier

Courriel : manu.bodinier@aequitaz.org /Tél. 06 77 17 77 57

Site internet : <http://www.aequitaz.org>

- **Changer le monde avec le théâtre de l’opprimé - Nous n’Abandonnerons Jamais l’Espoir (NAJE)**

Courriel : fabienne.brugel@orange.fr / Tél. 06 73 19 13 22

Site internet : <http://www.compagnie-naje.fr>